

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

---

---

CONCOURS DE  
RECRUTEMENT NATIONAUX  
2009  
(P-1/P-2)

Ce document et le formulaire sont également disponibles sur les sites internet suivants :

[www.un.org/Depts/OHRM/examin/exam.htm](http://www.un.org/Depts/OHRM/examin/exam.htm) (en anglais)

[www.un.org/french/Depts/OHRM/examin/fexam.htm](http://www.un.org/french/Depts/OHRM/examin/fexam.htm) (en français)

(22-août-2008)

**SECRETARIAT DES NATIONS UNIES**  
**CONCOURS 2009 POUR LE RECRUTEMENT**  
**D'ADMINISTRATEURS AUXILIAIRES (P-1/P-2)**

**Objet**

1. Le Secrétariat des Nations Unies organisera en 2009, sous la direction d'un jury de l'Organisation, un concours pour le recrutement de nationaux de certains États Membres appelés à occuper des postes d'administrateurs auxiliaires (P-1/P-2) au Siège de l'ONU ou dans l'un de ses bureaux.<sup>1</sup>

2. Le concours est ouvert dans les disciplines suivantes :

**Administration**  
**Affaires Sociales**  
**Économie**  
**Finance**  
**Information**  
**Informatique**  
**Sécurité**  
**Statistiques**

3. Une description générale des tâches habituellement dévolues aux disciplines précitées, ainsi que des qualifications académiques requises pour chaque discipline, figurent dans l'annexe I du présent avis.

**Conditions requises**

4. Peuvent se porter candidats les hommes et femmes nationaux des États Membres participant au concours de 2009. Les femmes qualifiées sont particulièrement encouragées à faire acte de candidature.

5. Les candidats devront posséder au minimum un diplôme de premier cycle universitaire relevant de la discipline pour laquelle ils postulent et ne pas être âgés de plus de 32 ans au 31 décembre 2009 (c.-à-d. être nés le 1er janvier 1977 ou après). Une très bonne connaissance de l'anglais ou du français est requise.

6. Dans le cas où un grand nombre de candidatures serait reçu (plus de 40 par discipline pour un pays donné), le jury se réserve le droit de limiter l'admission au concours aux candidats les plus qualifiés au regard des critères minima mentionnés dans les paragraphes 4 et 5. Ces qualifications incluent, entre autres, les diplômes universitaires de deuxième cycle ou certificats d'études avancées équivalents, la connaissance d'autres langues officielles des Nations Unies (anglais/français, arabe, chinois, espagnol ou russe), une expérience professionnelle significative ou

des publications.

**Modalités**

7. Le concours consiste en une épreuve écrite et un entretien avec le jury.

8. L'épreuve écrite comprend deux parties :

(a) une épreuve générale destinée à évaluer les capacités rédactionnelles (quarante cinq minutes); et

(b) une épreuve spécialisée, en fonction de la discipline choisie, destinée à évaluer les connaissances spécialisées (trois heures et quarante cinq minutes).

Si un grand nombre de candidats participe au concours dans une discipline donnée, les exposés de la partie spécialisée seront corrigés en premier lieu. Cette partie sera éliminatoire.

9. Les questions de l'épreuve écrite sont en anglais et en français, les deux langues de travail du Secrétariat. L'épreuve générale doit impérativement être composée dans l'une de ces deux langues.

Pour la partie spécialisée, les candidates et candidats peuvent rédiger leurs réponses en anglais, en français ou dans l'une des autres langues officielles du Secrétariat, c'est-à-dire l'arabe, le chinois, le russe ou l'espagnol.

10. L'épreuve écrite aura lieu le 24 février 2009. La date exacte sera communiquée dans la notification de convocation mentionnée au paragraphe 29 de cet avis.

11. L'Organisation des Nations Unies ne prend pas à sa charge les frais de voyage encourus par les candidats pour se rendre aux centres d'examen.

12. Les candidats retenus à l'issue de l'épreuve écrite seront convoqués à un entretien avec le jury de l'examen. L'entretien est normalement prévu durant le second semestre 2009.

13. L'entretien aura lieu en langue anglaise ou française, les deux langues de travail du Secrétariat.

14. L'Organisation rembourse les frais de voyage aller-retour jusqu'au lieu de l'entretien, suivant les dispositions applicables en la matière.

15. A l'issue de l'entretien, le jury d'examen recommandera les candidats jugés les plus qualifiés au Sous-secrétaire général à la gestion des ressources humaines.

<sup>1</sup> Les principaux bureaux de l'ONU se trouvent à Addis-Abeba, Beyrouth, Bangkok, Genève, Mexico, Nairobi, New York, Santiago et Vienne.

16. Les candidats reçus au concours seront inscrits sur une liste de réserve de candidats qualifiés. Ils pourront ensuite être sélectionnés pour des postes P-2 en fonction des besoins de l'Organisation et de la disponibilité des postes.

17. Les décisions du jury d'examen relatives aux résultats des épreuves seront définitives et sans appel. Les notes des candidats ne leur seront pas communiquées.

18. Les lauréats pourront être affectés au Siège de l'ONU à New York ou dans les autres bureaux de l'Organisation en Afrique, en Asie, en Amérique latine ou en Europe. Les administrateurs auxiliaires seront soumis à un programme de ré-affectation obligatoire. Ce programme a pour objet de mieux assurer l'orientation, la formation, la mobilité et l'aide à l'organisation des carrières des administrateurs auxiliaires au cours des cinq premières années de leur emploi dans la catégorie des administrateurs de façon à faciliter leur adaptation et à accélérer leur apprentissage sur la voie d'une vie professionnelle productive et de la satisfaction au travail dans la fonction publique internationale.

A tel effet, les fonctionnaires relevant du Programme sont appelés à exercer leurs fonctions à deux postes différents au cours de leur cinq premières années de service.

#### **Traitement, prestations et autres avantages**

19. Pour les fonctionnaires sans personne à charge, le traitement annuel de début, net d'impôts, est normalement compris entre 43 662 et 55 924 dollars É.-U. En outre, les fonctionnaires perçoivent une indemnité de poste dont le montant, indexé sur le coût de la vie, est déterminé en fonction du lieu d'affectation (de 26 983 à 34 561 dollars par an à New York actuellement, par exemple). Pour les fonctionnaires ayant des personnes à charge, le traitement annuel net de début se situe entre 46 549 et 59 967 dollars (le montant de l'indemnité de poste étant actuellement de 28 767 à 37 060 dollars par an à New York).

20. Les fonctionnaires bénéficient en outre des prestations et avantages ci-après :

(a) Indemnité pour charges de famille : actuellement, 1 780 dollars par an pour chaque enfant à charge remplissant les conditions requises;

(b) Participation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La cotisation du fonctionnaire est égale à 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, celle de l'ONU étant calculée au double de ce taux. La Caisse sert des pensions d'invalidité, de retraite et de réversion, dont certaines peuvent être partiellement converties en une

somme en capital ;

(c) Cotisation à un plan d'assurance maladie et à un plan d'assurance dentaire. L'ONU prend à sa charge la plus grande part des primes d'assurance qui dépendent à la fois de la police sélectionnée et du statut familial. Par exemple, présentement au siège, les fonctionnaires versent entre 2,63 % et 8,29% du traitement net considéré aux fins de l'assurance maladie (traitement de base brut majoré de certaines primes et indemnités, déduction faite de la retenue opérée en application du barème des contributions).

21. Les fonctionnaires qui sont nommés dans un lieu d'affectation situé en dehors de leur pays d'origine bénéficient également des avantages suivants :

(a) Indemnité de frais d'études ainsi que de frais de voyage liés à la scolarisation, pour chaque enfant à charge remplissant les conditions requises;

(b) Congés dans les foyers : tous les deux ans, l'Organisation paie les frais de voyage du fonctionnaire, de son conjoint et des enfants à charge remplissant les conditions requises. Le premier congé dans les foyers ne sera toutefois accordé que si le fonctionnaire reste au service de l'Organisation au moins six mois après la fin de l'engagement initial d'une durée de deux ans.

22. Les fonctionnaires recrutés à l'international pour fonctions dans les bureaux à l'extérieur du siège peuvent également avoir droit à certains des avantages suivants:

(a) Indemnité d'affectation lors du recrutement et prime de rapatriement lors de la cessation de service. L'indemnité d'affectation est calculée sur la base du taux d'indemnité de subsistance correspondant au lieu d'affectation. Le montant de la prime de rapatriement, qui est fonction du nombre d'années de service, peut atteindre 58 % du traitement net indiqué en fonction de la durée de service continu dans le pays d'affectation et en fonction du statut familial;

(b) Paiement des frais de déménagement, suivant le lieu d'affectation. La charge maximale transportable aux frais de l'Organisation est de 8 150 kilos;

(c) Allocation-logement d'un montant pouvant atteindre 40 % du loyer effectif si celui-ci est supérieur à un pourcentage donné des émoluments du fonctionnaire, et à condition qu'il ne dépasse pas le plafond des loyers réputés raisonnables.

23. Le traitement offert aux lauréats sera déterminé sur la base de leurs titres universitaires et de la durée de leur expérience professionnelle progressive dans leur domaine de compétence.

24. Les fonctionnaires de l'ONU bénéficient également de 30 jours de congé payés par an. Ils peuvent aussi avoir droit à des congés supplémentaires tels que 16 semaines de congé maternité ou paternité, congé familial, par exemple pour cause d'adoption, congé maladie ou encore congé sabbatique.

### **Dépôt des candidatures**

25. Tous ceux qui, ayant foi dans les buts et idéaux de l'Organisation des Nations Unies, souhaitent se présenter au concours, doivent remplir de manière claire et précise, en anglais ou en français, le formulaire de demande d'admission joint au présent avis. Veuillez s'il vous plaît le détacher de cet avis avant de l'envoyer. Le formulaire de demande d'admission est aussi disponible sur site internet suivant

([www.un.org/french/Depts/OHRM/examin/fexam.htm](http://www.un.org/french/Depts/OHRM/examin/fexam.htm))

26. Les candidats ne doivent présenter qu'**une seule candidature** en utilisant **un seul des moyens décrits ci-dessous**. Il n'est **pas nécessaire d'envoyer de copie supplémentaire** par courrier électronique, télécopie ou courrier régulier. Un numéro de candidature sera assigné à chaque candidat. Un accusé de réception du formulaire de demande d'admission sera envoyé aux candidats, par courrier électronique, télécopie ou par la poste dans les 30 jours suivants. Notre mode de communication préféré est le courrier électronique ; nous vous demandons donc de bien indiquer votre adresse email sur votre candidature. **Vous êtes fortement encouragés à présenter votre candidature le plus tôt possible.** Les candidats doivent garder la preuve de la soumission de leur dossier de demande d'admission, par exemple une copie du courrier électronique indiquant la date de soumission. Dans le cas où ils ne recevraient pas d'accusé de réception dans les 30 jours, les candidats devront resoumettre leur dossier, en incluant la preuve de la première soumission.

27. Les décisions du jury concernant l'admission à concourir seront basées sur un examen approfondi des candidatures. Pour être considérés, les candidats doivent répondre aux critères d'admission minima mentionnés aux paragraphes 4 et 5. Le jury examinera subséquemment les qualifications des candidats au regard des dispositions du paragraphe 6 précité, si celles-ci s'appliquent, pour déterminer les candidats admis à se présenter au concours.

28. Les décisions du jury concernant l'admission à concourir et les disciplines dans lesquelles les candidats sont placés sont définitives et sans appel.

29. Tous les candidats qui ont soumis leur candidature seront informés quant à leur admission à

concourir. Les numéros des candidats admis à participer aux épreuves écrites seront postés sur notre site internet à la fin du mois de décembre. Les candidats sont donc invités à consulter ce site afin de vérifier s'ils ont été admis à concourir. Pour les candidats convoqués à l'examen écrit, la convocation inclura des informations relatives notamment à la date, l'heure et le lieu de l'examen écrit.

30. Une fois les épreuves corrigées, tous les candidats ayant participé aux épreuves écrites seront informés de leur réussite ou non. Les candidats ayant réussi recevront des instructions relatives à l'entretien.

31. Il est de la responsabilité des candidats qui changeraient d'adresse d'en informer immédiatement l'Organisation, par écrit. Faute d'avoir pris cette précaution, les intéressés risqueraient, soit que leur convocation ne leur parvienne pas à temps soit qu'elle ne leur parvienne pas du tout.

32. Les formulaires dûment remplis devront être reçus **le 31 octobre 2008** au plus tard à la Section des tests et examens à New York :

**Nations Unies / United Nations  
2009 NCRE, Bureau S-2575E  
Section des tests et examens, OHRM  
New York, NY 10017, U.S.A.**

**OU**

**Fax: (+1-212) 963-3683**

**OU**

**E-mail: [OHRM-NCE2009@un.org](mailto:OHRM-NCE2009@un.org)**

**Les candidatures incomplètes ou présentées après la date limite NE SERONT PAS considérées. Vous êtes vivement encouragés à présenter votre candidature le plus tôt possible. Etant donné le nombre élevé de candidatures, nous ne serons pas en mesure de répondre aux questions spécifiques posées par courrier électronique. Nous vous prions de bien vouloir consulter notre « Foire aux questions ».**

## ANNEXE I

### **DESCRIPTION DES FONCTIONS DANS LES DIVERSES DISCIPLINES**

#### Administration

Les travaux accomplis dans cette discipline concernent toute une gamme de secteurs d'appui aux opérations et projets internes de l'Organisation, notamment:

1. Gestion du personnel: élaboration et application de politiques concernant la gestion des effectifs dont l'Organisation dispose et exécution de programmes relatifs au recrutement, à la formation, à l'organisation des carrières, aux promotions, aux indemnités, aux prestations et aux relations entre le personnel et l'Administration;
2. Analyse du budget: examen des besoins budgétaires de l'Organisation et formulation de recommandations touchant les ouvertures de crédits nécessaires et les prévisions de recettes;
3. Analyse de la gestion: étude, examen et évaluation des structures organisationnelles et des systèmes de gestion; aussi, recommandations aux responsables, concernant des modifications des structures organisationnelles, la gestion des ressources matérielles, financières et humaines, les méthodes d'organisation, les procédures et la gestion des formules administratives et des dossiers, en vue d'améliorer le rendement des services;
4. Gestion des achats: négociation et passation de marchés d'achat ou de location de matériel, de produits, de fournitures et de services;
5. Appui administratif: travaux d'un caractère administratif général pour contribuer à la gestion dans des domaines tels que l'administration du personnel, la préparation et le contrôle du budget, la maintenance et les fournitures;
6. Services généraux: gestion, entretien et sécurité des installations, réseaux de communications et de transports de l'Organisation, direction des travaux du personnel affecté au fonctionnement et à l'entretien du matériel et des installations, organisation et surveillance des travaux des entrepreneurs extérieurs;
7. Administration des projets: participation aux projets de l'Organisation en matière d'assistance technique, de secours en cas de catastrophe et de développement économique. Il s'agit, notamment, de préparer le budget des projets, d'acheter des fournitures, de déterminer les besoins de personnel et d'arrêter des plans de travail, de mobiliser des secours

en cas de catastrophe, d'organiser les services nécessaires pour faciliter l'achèvement des projets et d'étudier et de mettre au point, en coopération avec d'autres pays, des plans de secours en cas de catastrophe.

Les grades acceptables pour soumission des candidatures à la considération du jury sont comme suit : premier grade universitaire en Administration publique ou des affaires, Commerce, Marketing, Gestion des ressources humaines ou autres grades pertinents.

#### Affaires sociales

Les travaux accomplis dans cette discipline concernent toute une gamme de services de développement social et d'aide sociale, qui varient considérablement selon les attributions confiées aux intéressés et ont trait, notamment, aux domaines suivants: établissement de rapports de recherche sur différents secteurs des services sociaux, par exemple, prévention du crime et justice pénale, développement institutionnel et participation populaire, intégration sociale et services sociaux, promotion de l'égalité des hommes et des femmes, développement rural, planification familiale, la jeunesse, la réadaptation des handicapés, le vieillissement, les travailleurs migrants, formation de para professionnels; organisation de séminaires et réunions sur des problèmes de services sociaux, à l'intention de différents pays; mise au point et suivi de projets d'assistance technique en matière de services sociaux, à l'intention des pays en développement; observation du trafic illicite de stupéfiants et établissement de rapports de recherche sur le flux des stupéfiants dans le monde; interprétation des dispositions des traités relatifs au contrôle des stupéfiants; concours accordé aux agriculteurs pour les aider à trouver des cultures remplaçant celles des stupéfiants; mise au point et suivi de projets d'assistance technique concernant le contrôle des stupéfiants.

Les grades acceptables pour soumission des candidatures à la considération du jury sont comme suit : premier grade universitaire en Sociologie, Science sociale, Développement rural, Études des questions relatives à la femme, Géographie, Anthropologie, Études du développement, Sociologie du travail, Intervention publique ou autres disciplines pertinentes.

## **Économie**

Les travaux accomplis dans cette discipline concernent toute une gamme de services économiques théoriques et pratiques, qui varient considérablement selon les attributions confiées aux intéressés et ont trait, notamment, aux domaines suivants : planification, organisation et exécution de travaux de recherche dans différents secteurs économiques, par exemple, réforme monétaire internationale, commerce des produits agricoles et des minéraux, négociations commerciales multilatérales, assurances, impact du financement extérieur, de la balance des paiements, des tarifs douaniers et des pratiques commerciales restrictives sur le développement, projections des flux commerciaux mondiaux, impact des transnationales sur le commerce; élaboration et modification de modèles économiques pour établir des prévisions à long terme, ainsi que les coûts et avantages d'autres stratégies mondiales possibles du développement; organisation de séminaires et réunions sur des problèmes économiques, à l'intention de différents pays; planification, mise au point et suivi de projets d'assistance technique de caractère économique, à l'intention de pays en développement.

Les grades acceptables pour soumission des candidatures à la considération du jury sont comme suit : macro-économie, micro-économie, commerce international, économie politique, économétrie, planification et analyse du développement, développement et croissance économiques, économie publique. Une formation en théorie économique fondamentale est une exigence de base.

## **Finance**

Les fonctions exercées dans ce domaine se rapportent à une vaste gamme de services fournis à l'Organisation en matière de comptabilité et de vérification des comptes. Ces tâches sont très variées et comprennent, notamment, les éléments suivants : la préparation à intervalles réguliers d'états financiers concernant diverses opérations; l'analyse et la modification des systèmes de comptabilité; l'approbation des bordereaux de paiement (fournisseurs, consultants, frais de transport et de voyage) ; l'approbation des états de paie ; l'élaboration de projections sur les mouvements de trésorerie ; la vérification des comptes, programmes et fonds (finances, gestion, respect des obligations) ; l'analyse des procédures de contrôle financier et des pratiques de gestion et la formulation de recommandations quant aux modifications à y apporter ; la vérification des contrats en vue d'assurer la bonne exécution des travaux ; la rédaction de rapports de vérification.

Les grades acceptables pour soumission des candidatures à la soumission du jury sont comme suit: premier grade universitaire en comptabilité, sciences actuarielles, audit, gestion des entreprises (avec certification d'études en modules d'audit, comptabilité ou finances), finances, gestion (avec cours en comptabilité, audit ou finances), et commerce international. L'une des expériences suivantes constituerait un avantage : 2 à 3 années d'expérience professionnelle dans le secteur privé ou public dans une fonction comptable, budgétaire ou financière ; 2 à 3 années d'expérience professionnelle dans une firme de gestion d'audit/de consultant ; 2 à 3 années d'expérience professionnelle dans une fonction de gestion d'ingénierie ou de projet évaluant les éléments de coût/bénéfice ou de gestion de projet d'investissement.

## **Information**

Les fonctions exercées dans ce domaine concernent une vaste gamme de tâches liées à la production et à la diffusion d'informations sur l'Organisation des Nations Unies, ses buts et activités, ses politiques et ses programmes, à l'intention des moyens d'information du monde entier, d'autres organisations et du grand public. On peut citer en particulier les services suivants :

### 1. Presse et publications :

a) Presse - Il s'agit entre autre d'établir des communiqués de presse sur l'ONU et ses activités, de rassembler des éléments de base sur les réunions et les programmes de travail de l'Organisation, de faire en sorte que les représentants des moyens d'information disposent des services et installations nécessaires, d'organiser des réunions d'information et de répondre à des questions concernant l'ONU pour la presse du monde entier.

b) Publication - Il s'agit notamment d'établir plaquettes, brochures, dépliants, magazines et autres matériaux d'information sur les activités de l'Organisation.

2. Moyens audio-visuels - Il s'agit notamment de produire des programmes radio-diffusés et télévisés, des films, des photos et des affiches sur l'ONU et ses activités, ce qui suppose diverses fonctions : écrire le texte de programmes, mener des interviews, choisir narrateurs et techniciens et coordonner les aspects techniques de façon à s'assurer que le projet est mené à bien et que le produit est distribué à temps aux services appropriés. Il faut aussi préparer des affichages et expositions.

### 3. Relations publiques et liaison - Les fonctions

dans ce domaine visent essentiellement à informer et éduquer le public - par l'intermédiaire d'établissements d'enseignement et d'organisations non gouvernementales - en ce qui concerne l'Organisation et ses activités. Il s'agit notamment pour ce faire de préparer et d'animer des causeries et séminaires sur l'Organisation, de répondre aux questions posées par des particuliers, de distribuer des jeux de matériaux d'information, d'organiser et de superviser les visites guidées, de diffuser des matériaux d'information par l'intermédiaire du réseau mondial des centres d'information, d'organiser des programmes de bourses et de stage, d'organiser des séminaires et des rencontres avec des journalistes tant au siège qu'ailleurs.

Les grades acceptables pour soumission des candidatures à la considération du jury sont comme suit : premier grade universitaire en communication, journalisme, études des moyens de production et diffusion de l'information, nouvelles technologies de l'information et conception web, presse écrite et parlée, ainsi que relations publiques. De plus, les dossiers de candidature de candidats et candidates possédant un premier grade universitaire dans un domaine relié aux activités de l'Organisation, tels que sciences politiques, relations internationales, histoire contemporaine, sciences sociales, économie, affaires juridiques, pourront être soumis à la considération du jury pour autant qu'ils indiquent une expérience de travail pertinente à l'information, soit comme journaliste, réalisateur de documents télévisuels ou radiophoniques, concepteur de sites web, agent de relations publiques, soit comme spécialiste en nouvelles technologies de production et de diffusion de l'information.

### **Informatique**

Les fonctions exercées dans ce domaine englobent des tâches très diverses (analyse, programmation et appui opérationnel, entre autres) se rapportant à la mise au point et à l'exploitation de systèmes informatiques dont nombre d'activités de l'Organisation sont directement ou indirectement tributaires. Elles varient considérablement selon les attributions des intéressés et peuvent notamment consister à : analyser différents types de problèmes d'information en consultation avec le personnel d'autres unités administratives et faire des recommandations touchant la possibilité d'utiliser l'informatique pour résoudre les problèmes considérés, compte tenu des considérations de rentabilité ; choisir le langage et les techniques et méthodes les mieux adaptés aux systèmes utilisés ; établir la documentation relative aux systèmes et aux programmes; essayer et modifier les systèmes et les

programmes et superviser leur mise en place ; contrôler l'acquisition de matériel informatique; superviser et coordonner le codage des données à traiter; établir des programmes; contrôler les opérations d'ordinateurs et de périphériques.

Les grades acceptables pour soumission des candidatures à la considération du jury sont comme suit: premier grade universitaire en Science informatique (ingénierie, programmation, développement de logiciels ou théorie); Traitement électronique de l'information; Gestion de l'information; Informatique; Télécommunications; Intelligence artificielle. Pour les candidats qui n'ont pas de premier grade universitaire dans l'un des domaines susmentionnés, mais ont au moins deux années d'expérience professionnelle dans ces domaines, ils devront avoir un premier grade universitaire en l'une des disciplines suivantes: Ingénierie électrique, Électronique, Mathématiques, Physique, Robotique ou Statistique.

### **Sécurité**

Dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués, l'agent de sécurité s'acquitte des fonctions suivantes:

- Établir un avant-projet de plan de sécurité pour des secteurs d'opération donnés;
- Évaluer les conditions de sécurité, conformément au modèle de gestion des risques sécuritaires de l'ONU, afin que le personnel puisse se rendre sans danger dans un secteur à problèmes ou jugé tel, ou y revenir;
- Enquêter sur des affaires ordinaires de vol, pénétration illicite dans des locaux, voies de fait et autres incidents, lorsque l'importance de l'infraction peut être immédiatement déterminée, et établir les rapports correspondants;
- Procéder à des évaluations préliminaires des dangers et risques sécuritaires associés aux menaces que font peser les groupes criminels, terroristes ou extrémistes sur le système des Nations Unies et les organismes qui le composent. Il s'agit notamment de détecter les crimes électroniques et d'en déterminer la gravité et les répercussions éventuelles pour l'Organisation;
- Élaborer et développer, au niveau local, la méthode d'évaluation des risques et tenir des bases de données sur les menaces et les risques qui y sont associés;
- Transmettre en temps opportun l'évaluation des risques aux lieux d'affectation de l'Organisation des Nations Unies et des bureaux hors siège touchés par les menaces identifiées;

- Coordonner les activités d'évaluation avec les responsables désignés au Département de la sûreté et de la sécurité ainsi qu'avec les responsables de la sécurité des organismes du système des Nations Unies;
- Coordonner sur place des opérations de sécurité particulières, notamment les visites de personnalités, les opérations d'évacuation et de réinstallation, les mouvements de convois et les interventions en cas d'incident ou d'urgence (y compris lorsqu'il y a des victimes);
- Aider au recrutement, à l'instruction et à la supervision de subalternes;
- Assumer des fonctions plus élevées en l'absence temporaire d'agents de sécurité de rang plus élevé.

Les diplômes acceptables pour soumission des candidatures à la considération du jury sont comme suit : diplôme du niveau de la licence ou diplôme équivalent dans le domaine de compétence, notamment en criminologie, justice criminelle, gestion de la sécurité ou dans une discipline apparentée; à défaut, instruction dispensée dans une école militaire ou une école de police équivalant à un diplôme du niveau de la licence. Au moins deux années d'expérience professionnelle en rapport avec l'armée, la police ou les services de sécurité, à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés. Une expérience de l'analyse et de l'évaluation des conditions de sécurité et de l'analyse scientifique du contenu des ordinateurs est un atout.

### **Statistiques**

Les tâches incombant à cette discipline se rapportent à des services statistiques très divers. Elles varient considérablement suivant les attributions des intéressés et consistent notamment à: concevoir et établir des questionnaires ou autres instruments de recherche visant à recueillir auprès des États Membres des données statistiques destinées à l'Annuaire statistique et à d'autres publications qui présentent des statistiques mondiales comparées; apporter à des pays en développement l'assistance technique nécessaire pour leur permettre de renforcer les moyens dont ils disposent pour le rassemblement et l'analyse de données statistiques; aider les États Membres à mettre au point des classifications et des définitions ainsi que des méthodes statistiques normalisées dans des domaines tels que l'économie, l'environnement, le développement social, la démographie et le commerce; entreprendre des recherches sur les rapports entre les variables démographiques, sociales, économiques et environnementales.

Les diplômes acceptables pour soumission des candidatures à la considération du jury sont comme suit: diplôme universitaire de premier cycle, préférablement un diplôme de deuxième cycle, en Statistiques, Mathématiques, Économie avec spécialisation en Économétrie, Sciences sociales avec spécialisation en Sociométrie, Démographie. L'une des expériences suivantes constituerait un avantage: 1 à 2 années d'expérience professionnelle dans un bureau national de statistiques; 1 à 2 années d'expérience professionnelle en statistiques de l'environnement, sociales ou économiques.

**ANNEXE II**  
**EXEMPLES DE CONCOURS**  
**ÉPREUVE SPÉCIALISÉE**  
**ADMINISTRATION**

**Exposés**

A. La responsabilité principale de la fonction d'achat dans une grande organisation est d'obtenir les produits de la plus haute qualité, correspondant aux spécifications, au prix le plus bas possible. En ayant à l'esprit ces termes de référence fondamentaux, un fonctionnaire en charge des achats doit étudier soigneusement chacune des réquisitions qui lui sont adressées et déterminer s'il existe la possibilité ou non de réaliser des économies ou de réduire les coûts ainsi que de prendre les mesures adéquates pour y arriver. Décrivez cinq façons d'arriver à épargner à l'achat. Expliquez brièvement la nature d'un problème important qui pourrait survenir lorsqu'on applique chacune des cinq façons que vous avez sélectionnées.

B. Vous êtes l'administrateur du personnel dans le bureau local d'une organisation internationale, situé dans une grande ville. Le taux de renouvellement des agents des services généraux recrutés sur place est anormalement élevé. En fait, il est plus élevé que pour tous les autres employeurs: entreprises privées, nationalisées ou transnationales. Les conséquences de ce renouvellement ont été vivement critiquées dans un rapport de vérification extérieure concernant l'efficacité du bureau local. Il était dit dans ce rapport : "Le niveau de renouvellement est important parce qu'il est onéreux et qu'il fait baisser la productivité. Il est onéreux parce que chaque fois qu'un employé quitte l'organisation, celle-ci a des frais de recrutement et de formation. Il est onéreux aussi parce qu'il s'écoule nécessairement un certain temps avant que les nouveaux employés aient atteint leur niveau maximum d'efficacité. Pendant cette période, les employés font des erreurs. Il convient donc de faire un effort résolu pour éviter ce gaspillage".

Vous savez pourquoi il y a un tel renouvellement: les traitements sont peu élevés et ce, depuis des années. Entre-temps, de nouvelles industries sont venues s'installer dans la région. Comme la population n'a pas beaucoup augmenté, les entreprises privées ont augmenté leurs traitements pour attirer des employés. Ce facteur a été mentionné dans des rapports internes établis les années précédentes sur les questions de personnel, mais l'augmentation des traitements de l'organisation internationale n'a pas suivi. Trop souvent, l'organisation recrute les personnes qui ne peuvent trouver un emploi ailleurs. Une fois recrutées, elles restent pendant un certain temps et, une fois qu'elles ont reçu une formation, elles partent pour trouver un meilleur emploi ailleurs. En outre, un petit nombre de fonctionnaires "à problèmes" ont du être licenciés, à grands frais pour l'organisation.

Par contre, les indemnités et avantages divers offerts par l'organisation sont très généreux et sont, en fait, bien meilleurs que ceux de la plupart des autres employeurs de la région. Les employés quittent l'organisation pour trouver un emploi mieux rémunéré, mais, selon une enquête faite par l'organisation, les avantages sociaux dont bénéficient les anciens employés dans leur nouvel emploi sont moins intéressants : ils ont en particulier une moindre protection de l'assurance maladie, des prestations de retraite moins élevées, moins de congés de maladie et de congés payés et une plus faible indemnité pour frais d'études pour les enfants à charge. Toutefois, l'organisation n'a pas réussi à faire bien comprendre cet état de choses à son personnel actuellement en poste.

Vos collègues et vous-même avez déjà essayé d'encourager les superviseurs à parler de cette question avec les fonctionnaires de leur service mais, dans la plupart des cas, ils ne l'ont pas fait. Leur excuse est que le système de prestations et d'indemnités est compliqué et difficile à expliquer, surtout à de nouveaux employés dont beaucoup ne s'intéressent guère à cette question.

Votre supérieur, le chef du personnel, vous demande d'établir un programme d'action détaillé en vue de diminuer le taux de renouvellement de personnel. Exposez votre plan d'action, y compris les groupes cibles que vous viseriez; les procédures que vous recommanderiez; la façon dont vous procéderiez pour appliquer le plan.

**Questions**

1. Décrivez succinctement trois différentes techniques utilisées lors d'entrevues professionnelles.
2. Identifiez trois situations dans lesquelles un contrat d'achat peut être résilié sans qu'aucune des parties ait à payer de dédit ou de dommages-intérêts?
3. Présentez brièvement les composants de la prime de compensation et autres avantages que l'on peut raisonnablement considérer dans le cas du réaffectement d'une personne dans une autre localisation géographique pour les nécessités du service.
4. Qu'est-ce que le contrôle budgétaire? Quelle est la différence entre contrôle budgétaire et contrôle de gestion?
5. Avant de conclure un important contrat, quelles mesures un fonctionnaire chargé des achats peut-il prendre pour s'assurer de la fiabilité du contractant et de sa capacité à exécuter le contrat?
6. Expliquez brièvement les composants d'un programme de développement de carrière d'une organisation dans le secteur public.
7. Citez cinq facteurs à prendre en considération pour décider s'il est préférable d'acheter ou de louer du matériel.
8. Identifiez et discutez brièvement trois façons de s'y prendre pour essayer de vaincre la résistance au changement dans les organismes administratifs.

**Liste de sujets**

Liste d'ouvrages recommandés: manuels de base et revues d'administration traitant des questions ci-après :

- Achats
- Administration
- Budget
- Gestion
- Mise en valeur des ressources humaines
- Plan à moyen terme
- Planification des programmes, budgétisation, suivi et évaluation
- Principes d'administration et de gestion
- Questions relatives au personnel
- Recrutement et formation

## AFFAIRES SOCIALES

### Exposés

A. Limiter le rôle du gouvernement a été une tendance récente adoptée par de nombreuses économies. Exposez les raisons et les modalités de la tendance et évaluez l'impact qu'elle a eu sur la résolution des problèmes de développement dans les pays en développement.

B. Exposez les principaux problèmes de développement social qui attirent, de façon générale et significative, l'attention de nombreux gouvernements et de la communauté internationale.

C. Les revenus et les conditions matérielles d'existence dans les pays développés se sont considérablement améliorés depuis la Seconde Guerre Mondiale; parallèlement, les indicateurs de malaises sociaux tels que divorces, usage de drogues et suicides ont augmenté dans ces pays. Discutez.

### Questions

1. Dans les dernières années, des changements significatifs ont été observés dans les mouvements migratoires de population. Exposez brièvement les changements qui ont affecté les mouvements de population.

2. Déterminez les principales options politiques que les pays en développement ont à leur disposition pour altérer ou modifier la distribution des revenus nationaux. Donnez trois exemples spécifiques.

3. Les communications modernes et les technologies de l'information deviennent de plus en plus accessibles. Cette modernisation accélèrera le redéploiement des ressources humaines et aura pour conséquence une accélération des changements sociaux. Exposez brièvement les changements que vous avez déjà observés et ceux que vous prévoyez pour le futur.

4. L'augmentation du chômage parmi les jeunes est un important problème dans les pays en développement. Discutez brièvement trois principales réponses politiques adoptées par les gouvernements de ces pays pour améliorer cette situation.

5. Quelle sont les principales caractéristiques des groupes de pauvreté? Que nous révèlent ces caractéristiques sur l'efficacité d'une stratégie du développement basée sur la pauvreté?

6. Comment les gouvernements des pays en développement peuvent-ils améliorer leurs dépenses pour la santé dans leurs pays? Donnez trois exemples.

7. Énumérez et expliquez succinctement les objectifs de trois événements importants qui ont marqué les activités des Nations Unies pour l'amélioration du statut de la femme.

8. Dans quelques pays en développement, l'autosuffisance alimentaire nationale n'éliminera pas nécessairement la faim et la malnutrition. Suggérez trois actions pour réduire l'insécurité alimentaire?

### Liste de sujets

Liste d'ouvrages recommandés : manuels de base et revues de développement social traitant des questions ci-après :

- |                               |  |
|-------------------------------|--|
| - Abus des drogues            | - Logement                               |
| - Chômage                     | - Méthodes de recherche                  |
| - Criminalité                 | - Migrations                             |
| - Développement communautaire | - Mise en valeur des ressources humaines |
| - Développement rural         | - Personnes handicapées                  |
| - Développement social        | - Population/démographie                 |
| - Eau et assainissement       | - Protection sociale                     |
| - Éducation                   | - Réduction de la pauvreté               |
| - Égalité entre les sexes     | - Réfugiés                               |
| - Faim et malnutrition        | - Santé                                  |
| - Famille                     | - Statistiques                           |
| - Femmes                      | - Urbanisation                           |
| - Intégration sociale         | - Vieillesse                             |
| - Jeunesse                    | - VIH/sida                               |
| - Le travail des enfants      |  |

### Liste de documents

- Carte de route vers la mise en marche de la Déclaration du millénaire de l'ONU, A/57/326
- Déclaration du millénaire
- Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, Nations Unies
- La situation des enfants dans le monde, UNICEF
- Les rapports plus importants du FAO, OIT, ONUSIDA, UNESCO, HCR, la Banque Mondiale, OMS, etc. Visitez leur site Internet
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Nations Unies
- Plan d'action mondial sur la population, Nations Unies
- Publications des UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social), [www.unrisd.org](http://www.unrisd.org)
- Rapports des conférences et sommets plus importants de l'ONU dont le Sommet Mondial sur le développement social, la 24ème session spéciale de l'Assemblée Générale de l'an 2000; Quatrième conférence mondiale sur la femme et la 23ème session spéciale de l'Assemblée Générale de l'an 2000; le Sommet mondial sur le développement durable 2002; Conférence internationale pour le financement du développement 2002, etc.
- Rapports du Secrétaire Général sur la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire de l'ONU A/57/270, A/58/...
- Rapports sur la Situation Sociale dans le Monde, 2001, 2003, ONU
- Rapports sur le développement humain, PNUD

## ECONOMIE

### Exposés

A. Le service de la dette est une source de préoccupation continue pour un grand nombre de pays en développement depuis le début des années 80. Quels sont les facteurs qui ont contribué à ce problème? Quels ont été les effets, sur le plan intérieur, de l'augmentation de la dette extérieure? Quelles mesures correctives a-t-on prises? Quels types de politiques recommanderiez-vous pour réduire les difficultés de balance des paiements dont se ressentent les pays touchés?

B. Les ouvrages sur le développement économique sont en désaccord sur les stratégies que les pays en développement devraient adopter pour stimuler le développement. Deux des questions controversées sont les suivantes: 1) les avantages qu'il y a à mettre l'accent sur l'agriculture ou les avantages qu'il y a à encourager l'industrialisation; 2) les politiques qui considèrent la répartition actuelle du revenu comme allant de soi et reposent sur la distribution aux secteurs les plus pauvres de la population des fruits de la croissance économique contre une stratégie fortement orientée vers la satisfaction des besoins de base. Examinez ces deux questions controversées en détail. Quels effets la situation économique mondiale actuelle a-t-elle sur elles?

C. Quels sont les principaux facteurs de la division internationale du travail? Quels sont les types d'activité économique où la division du travail a progressé le plus et quels en sont les avantages sur le plan mondial? Donnez des exemples tirés de l'expérience d'un ou de plusieurs pays.

### Questions

1. Le développement industriel des pays en développement est freiné par leur manque de technologies. Donnez deux des raisons principales, accompagnées de brèves explications, pour lesquelles les pays en développement ont du mal à surmonter ce problème.

2. Expliquez brièvement pourquoi la formation de capital est considérée comme un élément essentiel de l'expansion et de la diversification économiques.

3. Etant donné les taux d'inflation, différents les uns des autres, d'un groupe de pays à économie de marché, quels effets ces différences pourraient-elles avoir sur les taux de change à court terme et à long terme dans un régime de taux souples? de taux fixes?

4. Précisez dans quelles circonstances un pays peut enregistrer simultanément un excédent du compte des opérations courantes et un déficit de la balance commerciale. Précisez aussi dans quelles conditions le compte des opérations courantes et la balance commerciale peuvent être déficitaires tandis que la balance globale des paiements est excédentaire. Expliquez brièvement.

5. Si l'élasticité des importations d'un pays en développement par rapport au revenu est de 1,75 et que le PNB s'accroît de 7% par an, à quel rythme moyen vous attendriez-vous à voir s'accroître les importations réelles? Énoncez deux raisons qui font que les importations tendent à croître plus rapidement que le PNB et que les exportations dans les pays en développement. Discutez trois options possibles propres à freiner le taux d'accroissement des importations.

6. Discutez la justification économique et la qualité d'ajustement statistique de la relation ci-dessous, obtenue par estimation statistique. Cette relation estimative suggérerait-elle des recommandations sur le plan des politiques?

$$C_t = 100.27 + 0.73 Y_t - 1.25 r_{t-1} \\ R^2 = 0.922 \\ DW = 1.73 \\ n = 37$$

(1.06) (4.17) (-0.35)

$C_t$ : consommation privée en termes réels;

$Y_t$ : revenu personnel disponible déflaté de l'indice des prix à la consommation;

$r_t$ : taux d'intérêt nominal diminué du taux d'accroissement des prix à la consommation;

$R^2$ : coefficient de détermination corrigé des degrés de liberté;

DW: est l'indice de Durbin-Watson;

$t$ : est le temps;

$n$ : est le nombre d'observations.

Les chiffres entre parenthèses sont les valeurs de la distribution de T.

7. On escompte qu'un projet d'investissement produira, en dollars constants, un rendement de 100, 100 et 1 100 dollars au bout respectivement de 1, 2 et 3 ans et qu'il ne produira plus rien par la suite. Si l'investissement est actuellement de 1 000 dollars, serait-il rentable à un taux réel d'intérêt de 8 % par an? de 12% ?

8. Décrivez deux méthodes de financement d'un déficit budgétaire et indiquez si elles auraient des effets différents sur l'économie.

9. On dit que dans le cadre d'un régime de taux de change fixes, les pays perdent la maîtrise de leur politique monétaire, tandis que dans un régime de taux de change souples, ils maîtrisent entièrement cet instrument de politique économique. Êtes-vous d'accord ou non avec cette affirmation? Indiquez brièvement pourquoi.

10. De nombreux pays tentent de privatiser leurs entreprises publiques. Quelles difficultés la privatisation causerait-elle selon vous dans le cas d'un pays en développement?

### Liste de sujets

Liste d'ouvrages recommandés : manuels de base et revues d'économie traitant des questions ci-après :

- Notions fondamentales d'économie
- Revenu national et indices des prix
- Consommation, épargne et investissement
- Politiques budgétaires et fiscalité
- Inflation et chômage
- Masse monétaire et demande
- Notions d'offre et de demande
- Concurrence et monopole
- Commerce international - avantage comparé
- Sociétés transnationales
- Contingents tarifaires et libre-échange
- Finance internationale
- Croissance et développement
- Répartition du revenu
- Ressources et économie du développement

Les candidats doivent être en mesure de répondre à des questions d'économie ayant trait aux pays en développement, aux pays en transition et aux pays occidentaux.

## FINANCE

### Exposés

A. A partir de la balance générale des comptes et des écritures de régularisation ci-après, établissez un bilan au 30 juin 1994.

<u>Balance générale des comptes au 30 juin 1994</u>	Débit (Dollars)	Crédit (Dollars)
Liquidités	10 789	
Titres de placement	60 000	
Contributions annoncées et non versées	251 200	
Comptes clients	1 713	
Avances sur salaires	5 000	
Salaires	38 689	
Frais de voyage	5 058	
Frais divers de gestion	17 204	
Fournitures	8 531	
Bourses d'études/formation	22 836	
Frais d'imprimerie	2 700	
Dépenses impayées (engagements non réglés)	19 325	
Assurance payée d'avance	300	
Engagements non réglés à exécuter		19 325
Recettes provenant de contributions annoncées		200 000
Revenu des placements		3 247
Dons de sources privées		10 000
Comptes fournisseurs		2 921
Solde des fonds au 1er janvier 1994		207 852
	443 345	443 345

### Régularisations :

1. Au cours du mois de juin 1994, les fonctionnaires ont gagné 3 000 des 5 000 dollars qui leur avaient été versés à titre d'avances sur salaires.

2. La contribution que le gouvernement du pays X avait annoncée mais non versée a été payée en espèces, le 28 juin, par l'entremise du bureau du PNUD, et le Représentant résident a télégraphié pour demander que le montant considéré soit pris en compte dans les états. La contribution a été transférée à la Chemical Bank (New York) par câble.

3. La prime d'assurance payée par anticipation le 1er janvier correspond à une police d'un an; elle est donc déjà expirée à 50 %.

4. Le 30 juin 1994, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a fait savoir que le gouvernement du pays X s'était fermement engagé à verser une contribution de 50 000 dollars à l'ONU, montant qui n'a pas été pris en compte dans la balance générale des comptes.

B. Dans le cadre de l'opération d'examen et d'évaluation d'ensemble d'un important système financier informatisé, comment un vérificateur des comptes indépendant devrait-il procéder pour évaluer les contrôles internes?

### Questions

1. La société américaine Andrew & Associates a expédié des marchandises à la JMB International du Japon. Le montant des frais d'expédition qu'elle a facturé à la JMB le 16 mars 1994 s'élève à 22 000 yens, dû au 15 avril.

Sachant que la valeur du yen est tombée de 0,44 dollar au 16 mars à 0,41 dollar au 15 avril, reproduisez les écritures passées chez Andrew pour enregistrer cette facturation et les paiements ultérieurs de JMB International.

2. Une entreprise a besoin de 85 000 dollars. Une banque locale est disposée à lui accorder un prêt sur un an, mais exige que l'entreprise conserve sur son compte un solde compensateur de 15 % (l'entreprise maintiendrait normalement un solde nul vu que les dépôts sur le compte ne portent pas intérêt). Si le taux d'intérêt nominal est de 12 %, quel sera le coût réel de l'emprunt?

3. Le 1er décembre, la société High a obtenu de la banque Centrum un prêt à court terme de 80 000 dollars. La durée de prêt était de 60 jours et le taux d'intérêt annuel de 9,5 %. A l'échéance, le prêt a été renouvelé de 30 jours au taux de 10,25 %. A cette date, la société a émis un chèque pour régler les intérêts courus. Après les 30 jours, la société a émis un autre chèque pour rembourser ce qu'elle devait à la banque, y compris le principal.

- 1) Passez les écritures correspondant à l'emprunt.
- 2) Supposez qu'à la fin de chaque mois, la société inscrit dans ses comptes les intérêts courus. Passez les écritures correspondantes.
- 3) Passez les écritures correspondant au chèque émis à la première échéance.
- 4) Passez les écritures correspondant au chèque émis à la seconde échéance.

## Liste de sujets

4. Citez quatre des éléments que vous attendriez à trouver dans le dossier permanent d'un vérificateur.

5. Que doit chercher ou vérifier un vérificateur lorsqu'il examine les comptes clients à la date du bilan?

6. Une organisation internationale a des bureaux locaux dans de nombreux pays où les systèmes de charge sont différents. Les bureaux locaux ont des comptes bancaires en monnaie locale et l'unité de compte l'ensemble de l'organisation est le dollar des Etats-Unis.

a) Indiquez les répercussions financières que les fluctuations des taux de change pourraient avoir (hausse ou baisse des monnaies locales et hausse ou baisse de dollar des Etats-Unis)

b) Commentez brièvement les systèmes suivants :

- i) Taux de change flottants contrôle ;
- ii) Taux de change fixes liés à un panier de devise
- iii) Taux de change fixes, régime de caisse d'émission

7. Un camion acheté le 1er janvier 1994 pour 20 000 dollars, sans valeur à la revente, sera amorti pendant 8 ans par la méthode de l'amortissement linéaire. Montrez comment le compte Camion et le compte Amortissement cumulé correspondant apparaîtraient au bilan a) le 31 décembre 1994; b) le 31 décembre 1995.

8. Indiquez quatre opérations que vous feriez figurer dans votre programme de vérification des comptes pour vérifier l'exactitude des comptes fournisseurs qui apparaissent dans le bilan.

Liste d'ouvrages recommandés : ouvrages de base et revues sur la finance traitant des sujets ci-après :

- Administration financière
- Comptabilité
- Placements
- Trésorerie
- Vérification de comptes

## INFORMATION

### Exposés

A. En tant que fonctionnaire de l'information, on vous a chargé de résumer l'extrait suivant d'une conférence de presse du Président de l'Assemblée générale. Le communiqué de presse devrait être rédigé en style journalistique et ne pas dépasser une page et demie (450 à 500 mots).

QUESTION: L'un des principaux objectifs de toute l'Organisation des Nations Unies - l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Secrétariat - est d'aider à maintenir la paix dans le monde. Or, l'Assemblée générale n'a absolument rien fait à propos des crises mondiales. Est-ce là une lacune de la part de l'Assemblée générale que vous avez omis de mentionner dans le cadre de vos suggestions?

Le PRESIDENT: Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une lacune de la part de l'Assemblée : elle ne fait que reconnaître les réalités. Ici encore, l'Organisation des Nations Unies, et en particulier l'Assemblée générale, reflète clairement les réalités auxquelles nous faisons face dans ce monde aujourd'hui, que celles-ci nous plaisent ou non. De plus, l'Assemblée générale, comme nous le savons tous, n'est pas un parlement; c'est une assemblée d'Etats, et pour qu'un problème soit examiné, il faut au moins qu'une délégation prenne l'initiative de saisir l'Assemblée d'une question, soit en demandant l'inscription d'un point à l'ordre du jour soit en présentant un projet de résolution, soit encore en demandant à une Commission de soumettre une question à l'Assemblée plénière.

Les problèmes que vous avez mentionnés sont présents à l'esprit de nombreuses personnes, voire de tous, mais le fait que l'Assemblée générale ne les a pas examinés est, à mon avis - et je me répète - une reconnaissance des réalités concrètes du monde extérieur. D'un autre côté, le fait que l'Assemblée n'a pas examiné ces questions ne veut pas dire qu'elle a failli à sa tâche. L'Assemblée est entièrement libre de décider des questions qu'elle va examiner, et quand à l'occasion elle décide prudemment de ne pas tenir de débat, c'est sa prérogative.

QUESTION: Pour revenir sur une question antérieure, Monsieur le Président, pensez-vous que ce soit se leurrer d'illusion ou faire preuve d'hypocrisie que de penser que les négociations globales dans le domaine économique puissent aboutir avant des négociations globales sur l'unité politique?

Le PRESIDENT: Je pense que les deux questions des solutions politiques et des solutions économiques aux problèmes mondiaux sont très étroitement liées, et que c'est la raison pour laquelle nous parlons si souvent - et c'est moi qui en parle - de la nécessité de susciter la volonté politique pour arriver à un accord sur la question des négociations globales, où il s'agit en fait de procéder à des négociations sur la restructuration du système économique mondial ou des relations économiques internationales. C'est spécifié dans la résolution 34/138 de l'Assemblée générale, qui est la base des efforts visant à mettre en route le processus des négociations globales. Les problèmes politiques et les problèmes économiques sont très étroitement liés les uns aux autres, du moins dans la mesure où ils font que toutes les parties en cause - et j'entends à la fois le Nord et le Sud - soient décidées à un accord sur les questions qui restent à résoudre avant que nous puissions lancer les négociations globales.

QUESTION: Vous parlez de "volonté politique" tandis que moi je parle "d'unité politique". S'agit-il de la même chose?

Le PRESIDENT: Non. Ce n'est pas la même chose. Mais, permettez-moi de vous poser une question, je ne comprends pas très bien ce que vous voulez dire par "unité politique": de qui s'agit-il? De l'Organisation des Nations Unies en tant qu'organe?

QUESTION: Oui. Si l'on considère que les Nations Unies ne sont pas véritablement unies sur le plan politique.

Le PRESIDENT: Dans ce sens, j'espère au moins que les dirigeants des pays qui s'intéressent aux négociations globales sont prêts à aller de l'avant avec ce processus très important, même en l'absence d'unité politique au sens dont vous parlez. Nous faisons des efforts en vue de réaliser l'unité politique je pense depuis l'époque de la Société des Nations, en tout cas depuis la création de l'ONU, et je ne peux contester ce que vous avez dit, à savoir que les Nations Unies, à l'occasion, ne sont pas entièrement unies.

QUESTION: Monsieur le Président, à quoi faisiez-vous allusion quand vous avez dit qu'il était possible d'éviter des confrontations inutiles et des revers dans de nombreux domaines? Pensez-vous que ce serait une bonne idée, pour gagner du temps, de tenir un seul débat à l'Assemblée au sujet de la Palestine et du Moyen-Orient au lieu d'en avoir un sur chacune de ces questions?

Le PRESIDENT: Vous venez là de poser deux questions. Premièrement, je voudrais rappeler encore une fois des questions que j'ai mentionnées précédemment, mais aussi le fait que par rapport aux assemblées précédentes, nous avons adopté un plus grand nombre de questions par consensus. Il en a été ainsi en particulier à la Première Commission.

Pouvez-vous maintenant me rappeler la deuxième moitié de votre question?

QUESTION: Seriez-vous en faveur de l'idée de tenir un seul débat sur la Palestine et le Moyen-Orient au lieu d'en tenir un sur chacune de ces questions?

Le PRESIDENT: Oui, je serais en faveur de regrouper les questions. C'est une proposition que les ambassadeurs ont faite l'année dernière et qui figurait aussi dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à la deuxième session de l'Assemblée générale. Elle a également été soumise au Bureau mais n'est jamais allée plus loin. Il s'agissait de regrouper des questions sous une rubrique.

A titre d'exemple, je pense qu'on pourrait très bien regrouper toutes les questions dont s'occupe la Première Commission et qui ont trait aux zones dénucléarisées ou zones de paix, de les regrouper toutes dans le cadre d'une grande question, au lieu de les examiner chacune séparément. A mon avis, on pourrait faire la même chose, aussi, d'une manière ou d'une autre, pour les questions qui ont trait au Moyen-Orient.

QUESTION: Nous reconnaissons tous l'efficacité avec laquelle vous avez assumé la présidence de l'Assemblée. Vous avez eu une occasion exceptionnelle de voir les efforts qui sont nécessaires pour aborder les problèmes, et les résultats auxquels ces efforts aboutissent.

Récemment, de nombreuses critiques ont été dirigées contre l'ONU. Pensez-vous que ces critiques soient justes?

Le PRESIDENT: Je ne sais pas de quelles critiques vous parlez. Je vais donc vous donner une réponse générale qui, je l'espère, vous satisfera.

Une organisation comme l'ONU prête inévitablement le flanc aux critiques. La question à se poser est la suivante: s'agit-il de critiques positives, constructives, ou cherche-t-on à détruire l'Organisation? Une fois cette distinction faite, je dirais que toute critique constructive devrait être la bienvenue.

En ce qui concerne l'autre catégorie de critiques, il faut soit y répondre, soit mettre en relief les réalisations des Nations Unies dans leur ensemble. Là encore, je pense que j'ai parlé de cette question lorsque je me suis entretenu avec vous le jour ou le lendemain de mon élection. Je pense qu'il n'est pas juste que l'opinion publique - les médias et les parlements et parfois les gouvernements - lorsqu'ils considèrent les Nations Unies en tant que système, voient uniquement l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, parce que c'est là où les choses se passent, où le drame se déroule et où l'histoire se fait, et rendent rarement compte des activités des instances spécialisées qui, à mon avis, accomplissent pour la plupart, pour ne pas dire toutes, une tâche remarquable.

B. Présentez les extraits suivants sous la forme d'une nouvelle de cinq minutes à inclure dans une émission d'actualités de la radio des Nations Unies.

"A l'occasion de la JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME qui a été célébrée à New York le mardi 10 décembre, les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ont tenu une réunion en l'honneur de collègues détenus ou privés de toute autre façon de la jouissance de leurs droits fondamentaux. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Pérez de Cuellar, a rappelé aux fonctionnaires que c'était dans le contexte des horreurs de la Seconde guerre mondiale que des représentants des nations du monde entier avaient formulé la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les décennies qui s'étaient écoulées depuis lors n'avaient pas assuré la reconnaissance universelle de la dignité inhérente et des droits inaliénables de la personne humaine. Le Secrétaire général a déclaré que, plus tôt dans la journée, il avait visité une exposition organisée au Siège des Nations Unies et dépeignant ce crime le plus infâme commis contre la vie et la dignité humaine: Auschwitz. M. Pérez de Cuellar a dit au personnel que "ici même, il y avait eu des rappels pénibles de violations des droits de l'homme".

"La seconde session ordinaire de 1985 du Conseil économique et social a pris fin après l'approbation d'un projet d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'ONUDI, qui a récemment été transformée en institution spécialisée. Le Conseil a également recommandé à l'Assemblée d'approuver ce projet aussitôt que possible. Reconnaisant le rôle de coordination et les responsabilités globales de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, l'accord fixe des modalités de coopération entre la nouvelle organisation et l'Organisation des Nations Unies, et définit le rôle prééminent de l'ONUDI dans le renforcement des systèmes industriels des pays en développement".

"Dans une résolution sur l'assistance en faveur des étudiants réfugiés en Afrique australe, l'Assemblée générale a remercié le Botswana, le Lesotho, le Swaziland et la Zambie d'offrir un asile aux étudiants réfugiés et a prié le Haut Commissaire et le Secrétaire général d'organiser un programme approprié d'assistance à l'intention des réfugiés. La Commission de l'Assemblée chargée des questions sociales a adopté, sans procéder à un vote, une résolution sur la convention relative au génocide, demandant instamment à tous les pays qui ne l'avaient pas encore fait

d'adhérer sans délai à la convention. Une autre résolution adoptée sans vote demandait la création d'un fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones - destiné à apporter une assistance financière aux représentants de communautés autochtones pour leur permettre de participer aux délibérations d'un groupe de travail qui s'occupe de leur situation."

"La Commission de l'Assemblée chargée des questions économiques a adopté des projets de résolution sur les programmes spéciaux d'assistance économique, une Journée internationale des Volontaires, le rapport du Conseil du commerce et du développement, le rôle du personnel national qualifié dans le processus de développement, la coopération technique entre pays en développement et la coordination dans le cadre du système des Nations Unies. Aux termes du projet de résolution relatif aux programmes spéciaux d'assistance économique, l'Assemblée prierait le Secrétaire général de lui faire rapport en 1986 sur les moyens d'améliorer l'efficacité dans l'application des décisions prises par les organes intergouvernementaux."

Aux termes d'un autre projet de résolution, l'Assemblée inviterait les gouvernements à célébrer tous les ans le 5 décembre une Journée internationale des Volontaires et leur demanderait instamment de souligner le rôle important du volontariat. En ce qui concerne la coopération technique entre pays en développement, l'assemblée inviterait les organismes du système des Nations Unies à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application des décisions du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement."

C. Un observateur d'une organisation non gouvernementale a écrit au directeur du centre d'information des Nations Unies où vous travaillez pour lui demander de faire publier par le centre une déclaration de presse au sujet d'une importante réunion organisée par ladite organisation non gouvernementale et à laquelle ont participé de hauts fonctionnaires locaux. La réunion portait sur les sujets suivants: droits de l'homme, droits des personnes handicapées, pollution de l'eau dans la région, succès remportés par l'organisation non gouvernementale dans la solution de problèmes de réfugiés. Rédigez une lettre devant être présentée pour signature au directeur du centre, en réponse à cette demande.

## Questions

1. L'Organisation des Nations Unies peut toucher le public du monde entier. A qui devraient s'adresser en particulier les films documentaires?
2. Quelles mesures prendriez-vous pour assurer la publicité d'un nouveau film des Nations Unies?
3. Pourquoi est-il important pour l'Organisation des Nations Unies de diffuser elle-même les informations la concernant?
4. On vous a demandé de formuler des recommandations concernant la meilleure façon de diffuser des informations sur une année internationale organisée par l'ONU. Identifiez et commentez six moyens éventuels.
5. Préparez une liste de six questions pour une entrevue radiodiffusée/télévisée avec le Président du Comité préparatoire pour la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

6. Vous participez à la production de programmes de radio, de télévision et de films pour l'Organisation des Nations Unies. Ces productions sont, soit distribuées à des organes d'information établis, soit diffusées ou projetées par l'Organisation elle-même. Vous devez faire un rapport sur le public touché et sur l'impact de vos productions sur ce public sans recourir à l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

7. Comment l'information peut-elle, selon vous, contribuer à préserver l'environnement?

8. Quel est le moyen de communication et de diffusion le plus largement utilisé dans les pays en développement, et pourquoi?

9. Il vous est demandé d'organiser une rencontre de deux jours sur la situation au Cambodge à l'intention de journalistes professionnels venus de 12 pays d'Asie. L'objectif visé est de faire en sorte que les médias des pays d'origine des participants informent mieux le public sur cette question.

Donnez les grandes lignes, pour la réunion envisagée, d'un programme comprenant cinq activités, au moins, ayant pour but de préparer les intéressés à rendre compte de la question de façon régulière par le biais des moyens d'information locaux.

10. Commentez brièvement sur un "nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace". En quoi ce nouvel ordre différerait-il de l'ancien?

Liste d'ouvrages recommandés : manuels de base et revues relatifs à l'information traitant des questions ci-après :

- Activités de journalistes/presse
- Activités des agences de presse
- Activités radiophoniques
- Activités télévisuelles
- Articles d'information publiés et diffusés par l'ONU et ses organismes
- Problèmes liés aux communications internationales
- Production de magazines d'actualité
- Production de photographies et de matériaux audiovisuels
- Production de vidéos et de films
- Relations publiques
- Services fournis au public par les organisations internationales
- Techniques de l'information

## INFORMATIQUE

### **Exposés**

A. Enumérez et expliquez les sept couches du modèle OSI. Donnez des exemples.

B. Vous supervisez un service d'assistance informatique dans un lieu d'affectation où quelque 300 postes de travail sont reliés à un seul réseau local. Vos supérieurs ont été informés que l'efficacité du service d'assistance (taux de réponse) a baissé depuis six mois alors que le niveau des effectifs n'a pas changé.

On vous a demandé d'expliquer la diminution du taux de réponse. Veuillez énumérer en donnant des détails les facteurs déterminants de l'efficacité d'un service d'assistance.

C. Vous êtes chargé d'établir les critères de sélection des logiciels qu'est appelée à acheter une grande organisation internationale.

L'Organisation n'a pas de politique bien définie dans ce domaine.

Votre supérieur hiérarchique vous a demandé de dresser une liste exhaustive des critères à évaluer et des questions à retenir aux fins de l'évaluation des produits considérés.

Enumérez cinq de ces critères et formulez quatre questions correspondant à chacun.

### **Questions**

1. Décrivez les principales fonctions d'un logiciel de gestion des télécommunications.

2. a) Décrivez brièvement la notion de réseau privé virtuel (RPV) (Virtual Private Network ou VPN).

b) Comparez un RPV et un réseau longue portée (WAN).

c) Qu'est-ce qu'un RPV site à site (site-to-site) ?

3. Quel est l'intérêt d'un dossier détaillé de programmation?

4. Le système d'exploitation UNIX existe de longue date. L'usage ne s'en est répandu que depuis peu.

Expliquez brièvement pourquoi.

5. Exposez brièvement 3 questions relatives à la distribution des logiciels au moyen des réseaux locaux. Donnez un exemple pour chacune.

6. Expliquez brièvement ce qu'est la mémoire virtuelle.

Indiquez si le programmeur doit tenir compte de certaines considérations spéciales lorsqu'il structure une application destinée à être utilisée sur un système de mémoire virtuelle.

7. En quoi est-il différent de fournir des paramètres à une fonction ou à un sous-programme par leur nom ou par leur valeur?

8. Citez et expliquez brièvement 5 mesures de sécurité visant à prévenir l'accès non autorisé à un réseau par sa connexion à l'INTERNET.

### **Liste de sujets**

Liste d'ouvrages recommandés : manuels de base et revues spécialisées dans le traitement électronique de l'information traitant des questions ci-après :

- Principes de base du traitement électronique de l'information
- Configuration des systèmes informatiques
- Principes de base de la programmation et de l'analyse
- Exploitation des fonctions et installation des systèmes
- Notions de base sur les systèmes de gestion de base de données
- Manuels, matériaux types et manuels de référence disponibles auprès des fournisseurs de matériels et de logiciels
- Sécurité de réseau

## SECURITE

### **Exposés**

A. Vous venez de prendre fonctions en qualité de chef adjoint du Service de sécurité dans un pays sujet à des catastrophes naturelles, notamment tremblements de terre, ouragans, inondations et coulées de boue. Les organismes des Nations Unies présents dans le pays emploient quelque 800 personnes, nationaux et expatriés confondus. Certains de ces organismes ont des bureaux et des sites de projets dans des zones reculées et un siège dans la capitale. Votre superviseur vous a demandé d'élaborer un plan en guise de préparation préalable à de telles catastrophes, l'objectif étant d'éviter les pertes en vies humaines parmi les fonctionnaires des Nations Unies et leurs familles. Votre plan devrait comprendre un dispositif de préparation aux situations d'urgence et d'intervention au cas où une catastrophe se produisait effectivement. Votre superviseur vous a demandé de lui présenter les grandes lignes de votre plan avant d'en entamer l'élaboration de manière détaillée. Consigne : établir une note présentant votre projet de plan à l'intention de votre superviseur.

B. Vous êtes responsable de la sécurité dans un vaste complexe des Nations Unies qui abrite les bureaux de plusieurs organismes des Nations Unies. Nombre de ces bureaux doivent être accessibles aux visiteurs, dont les hauts représentants du gouvernement, les diplomates de diverses ambassades et les militants de groupes communautaires locaux. Par ailleurs, chaque jour, quelque 150 travailleurs locaux (employés des cantines, agents du service de nettoyage et personnel d'entretien) ou employés d'entreprises chargées des travaux de réparation et de réaménagement des locaux entrent dans le complexe. Le Directeur de l'administration vous informe qu'une quantité inacceptable de matériel de bureau et d'effets personnels a disparu des bureaux au cours des dernières semaines. Il vous apprend que la haute direction vous demande de prendre les mesures voulues pour mettre fin à cette situation. Vous souhaitez rencontrer les hauts responsables pour leur proposer différentes options possibles. Décrivez les options que vous comptez présenter en indiquant les avantages et les inconvénients de chacune.

C. Vous êtes conseiller en matière de sécurité sur le terrain pour un organisme international qui dispose d'un important bureau extérieur dans la

capitale d'un pays X. Ce pays connaît une instabilité politique du fait de tensions entre le groupe politique majoritaire et les groupes politiques minoritaires. Ces tensions dégénèrent parfois en violence, mais il est rare que les affrontements entre groupes surviennent brusquement ou sans signes avant-coureurs. Elles résultent de tensions qui s'exacerbent sur une certaine période.

Les principaux projets exécutés par votre organisme dans le pays X sont conçus pour que les habitants les plus démunis des bidonvilles les plus défavorisés de la capitale en bénéficient. Ces projets portent notamment sur l'éducation et les sports à l'intention des enfants de la rue, les activités génératrices de revenus en vue de remédier au chômage élevé, les soupes populaires à l'intention des déshérités, ainsi que la santé, l'assainissement et l'eau potable en vue de réduire la propagation des maladies. Ces bidonvilles constituent un terreau fertile pour les éléments extrémistes de toutes les factions politiques, dont la plupart sont fondées sur l'appartenance ethnique plutôt que l'idéologie. Vous êtes d'autant plus préoccupé que le bureau extérieur emploie de nombreux agents locaux représentant des groupes rivaux.

Bien que l'action menée par votre organisme dans ces domaines ait été à juste titre saluée, les injustices supposées dans la répartition de l'aide ont parfois provoqué des manifestations violentes contre vos collègues et même, à deux reprises au cours des six derniers mois, des tentatives d'entrée dans le bureau aux fins d'occupation. Ces deux tentatives ont heureusement été repoussées grâce à l'intervention vigoureuse de la police locale (trop vigoureuse selon certains militants des droits de l'homme); cependant, la situation économique a entraîné des retards dans le paiement des salaires des fonctionnaires, y compris de la police.

La tension est remontée de nouveau en prélude à la reprise des élections parlementaires, qui avait été négociée par des médiateurs internationaux à la suite d'allégations de fraude massive. Outre la possibilité de voir la violence se déclencher dans les rues, les rumeurs font état de ce que certaines factions mettent en place des milices et recrutent parmi les jeunes gens les plus marginalisés des bidonvilles en vue de commettre des actes de violence plus graves.

La direction de votre organisme se penche sur la question de savoir s'il faut poursuivre tous les projets ou seulement certains, ou y mettre fin, dans les bidonvilles pendant la période électorale et vous a demandé de procéder à une évaluation des risques en matière de sécurité pour l'aider à prendre les décisions qui s'imposent.

Décrivez comment vous allez procéder à l'évaluation des risques en matière de sécurité. Comment comptez-vous recueillir et évaluer les informations? Quels facteurs allez-vous prendre en considération ou privilégier? Comment allez-vous évaluer le risque que certains événements se produisent? Comment allez-vous élaborer des recommandations visant à réduire à des niveaux acceptables les risques auxquels est exposé le personnel? Quels choix les hauts responsables doivent-ils opérer?

### Questions

1. Quel est le premier objectif de la tenue de statistiques concernant le lieu, la nature et la fréquence des incidents en matière de sécurité?

2. Le comportement d'un agent sur le lieu d'une manifestation ou d'une émeute constitue souvent un important facteur pour le rétablissement de l'ordre. Indiquez trois des règles les plus importantes que vous comptez instituer pour permettre aux agents de sécurité de faire face à des troubles de cette nature.

3. Énumérer les avantages et les inconvénients de l'utilisation de dispositifs électroniques de surveillance pour sécuriser le périmètre des locaux.

4. De manière générale, lorsqu'un subordonné commet une erreur, il devrait être rapidement et publiquement corrigé pour que les autres apprennent de cette erreur.

a) Êtes-vous d'accord avec cette approche? Dans l'affirmative, donnez les raisons.

b) Dans la négative, expliquez comment vous comptez gérer la situation.

5. En supposant qu'un agent travaille 40 heures par semaine, avec des relèves de 8 heures, 6 jours fériés, 5 jours de congé maladie, 10 jours de congé annuel et un traitement annuel moyen de 13 000 dollars :

a) Combien d'agents de sécurité faudrait-il pour établir et maintenir un poste permanent de surveillance 24 heures sur 24?

b) Quel serait le coût salarial d'un tel poste?

6. Une cuisinière à gaz de la cantine du bureau a provoqué un accident, blessant certains membres du personnel de la cuisine, dont deux plutôt grièvement. Vous arrivez à la cantine, où c'est la panique et le chaos, personne n'est responsable de rien, certains poussent des cris hystériques et des objets continuent de brûler. Comment allez-vous gérer la situation? Quelles sont vos priorités?

7. Vous êtes en poste dans un lieu d'affectation où, selon les médias locaux, des femmes rentrant du travail ont été victimes aussi bien d'agressions sexuelles que de vols. Le fonctionnaire chargé du bien-être du personnel vous demande de présenter à vos collègues de sexe féminin un exposé sur les mesures qu'elles peuvent prendre pour éviter d'être victimes de telles agressions. Donnez les grandes lignes de votre exposé.

8. Indiquez 10 domaines prioritaires sur lesquels devrait porter l'instruction d'un nouvel agent de sécurité. Décrivez brièvement la méthode de formation qui devrait être utilisée pour chacun des domaines énumérés.

### Liste de sujets

Pour préparer l'épreuve spécialisée du concours, les candidats sont invités à étudier la documentation générale et les revues sur :

- La sécurité;
- Le maintien de l'ordre;
- La sûreté;
- La lutte contre les incendies et la prévention des incendies.

Il est également souhaitable que les candidats aient une connaissance générale des activités et des programmes réalisés par les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, en particulier sur le terrain.

## STATISTIQUES

### Exposés

A. Les fabricants d'ordinateurs d'un pays produisent essentiellement deux classes d'ordinateurs. Une enquête annuelle sur les prix dans cette branche porte sur deux modèles de chacune de ces deux classes (voir tableau ci-dessous). Le *modèle 1a* n'étant plus fabriqué après 2002, ce modèle a été remplacé dans l'échantillon de l'enquête par une version légèrement perfectionnée, appelée *Modèle 1a+*. Les résultats de l'enquête de 2000 à 2002 sont les suivants :

<i>Prix (en dollars des États-Unis) des modèles d'ordinateur inclus dans l'enquête</i>			
	2000	2001	2002
<b>Ordinateurs de la classe 1</b>			
Modèle 1a	1 500	1 450	
Modèle 1a+			1 350
Modèle 1b	1 200	1 180	1 180
<b>Ordinateurs de la classe 2</b>			
Modèle 2a	425	400	410
Modèle 2b	540	550	550
<i>Nombre estimatif d'ordinateurs vendus (en milliers)</i>			
	2000	2001	2002
<b>Ordinateurs de la classe 1</b>			
Modèle 1a	20	35	
Modèle 1a+			40
Modèle 1b	10	15	15
<b>Ordinateurs de la classe 2</b>			
Modèle 2a	360	350	370
Modèle 2b	140	140	130

#### *Caractéristiques des modèles de classe 1 inclus dans l'enquête*

	Modèle 1a	Modèle 1a+	Modèle 1b
Disque dur	40 GB	80 GB	80 GB
Millions d'opérations en virgule flottante/seconde	201	201	185

1) La formule de Laspeyres et celle de Paasche pour l'indice-chaîne des prix sont les suivantes (p étant le prix et q la quantité) :

$$P_{t-1,t}(q_{t-1}) = \frac{\sum p_t q_{t-1}}{\sum p_{t-1} q_{t-1}} \quad \text{Laspeyres} \qquad P_{t-1,t}(q_t) = \frac{\sum p_t q_t}{\sum p_{t-1} q_t} \quad \text{Paasche}$$

- (a) Calculer les indices-chaînes de Laspeyres et de Paasche pour chacune des classes d'ordinateur (en utilisant toujours la période précédente comme année de base).
- (b) Expliquer quelles hypothèses vous avez retenues pour obtenir vos résultats, surtout en ce qui concerne le remplacement du *Modèle 1a* par le *Modèle 1a+*.

2) Le bureau national de statistique collecte également en continu des informations sur la production de chacune des classes d'ordinateurs :

<i>Parts de production</i>			
	2000	2001	2002
Ordinateurs de classe 1	0,15	0,25	0,23
Ordinateurs de classe 2	0,85	0,75	0,77

- (a) Donner les indices-chaînes composites de Laspeyres et de Paasche des prix des ordinateurs (i.e. les indices généraux des prix pour l'ensemble de la branche, prenant la période précédente comme année de base pour l'indice courant des prix).
- (b) D'après chacune des deux formules d'indice-chaîne, quelle a été l'augmentation du niveau général des prix des ordinateurs en 2002 par rapport à 2000 ?
- (c) Comment peut-on expliquer les éventuelles différences entre les résultats obtenus par la formule de Laspeyres et par celle de Paasche ?

3) À supposer qu'on ait à interpréter une série chronologique de chiffres de production ou de ventes d'ordinateurs, pourquoi la série chronologique correspondante d'indices des prix serait-elle utile ? Expliquer.

B. Vous êtes chargé de bâtir un questionnaire pour une enquête sur le logement qui sera réalisée en porte-à-porte. Vos collègues vous rappellent qu'il arrive souvent que les interviewés ne comprennent pas ce que les enquêteurs veulent savoir.

1) Citez cinq raisons courantes (et cinq seulement) pour lesquelles on peut manquer de se faire comprendre. Que pouvez-vous faire pour éviter de commettre ces erreurs?

On vous demande de construire l'échantillon de l'enquête en veillant à ce qu'il soit représentatif de la population. Un de vos collègues vous suggère d'opter pour un échantillonnage par grappes, un autre vous conseille un échantillonnage stratifié.

2) Quels sont les effets du choix d'une de ces deux solutions, par exemple sur l'erreur-type? Opposez ces deux méthodes d'échantillonnage à celle de l'échantillonnage aléatoire simple.

## Questions

1. On pose

$$f_{Y|X}(y|x) = \begin{cases} 1 & \text{si } x < y < x+1 \\ 0 & \text{dans les autres cas} \end{cases}$$

et on suppose que  $X$  suit une distribution uniforme  $(0,1)$

Calculez :

- a)  $E(Y)$
- b)  $f_{Y|X}(x/y)$
- c)  $P(X+Y < 1)$

2. Définissez les termes moyenne, mode et médiane et montrez sur un diagramme comment ils sont normalement liés entre eux dans une distribution dissymétrique à droite.

3. Un récipient contient quatre billets de loterie portant les numéros 111, 221, 212 et 122. On tire un billet au hasard et  $A_i$  est l'événement où 2 est à la  $i$ ème place,  $i = 1, 2, 3$ . Déterminer si  $A_1, A_2$  et  $A_3$  sont indépendants.

4. Définissez deux moyens de mesurer les taux de croissance de séries temporelles et analysez leurs avantages et inconvénients respectifs.

5. Définissez avec précision la différence, dans une enquête par sondage, entre erreur systématique et erreur aléatoire.

6. 80 hommes et 40 femmes sont inscrits à un cours d'université. Il y a parmi eux 36 fumeurs et 84 non fumeurs. Quelle est la probabilité qu'une personne prise au hasard dans ce groupe soit un fumeur (et non une fumeuse), si :

- a. Le pourcentage de fumeurs est le même parmi les étudiants et parmi les étudiantes (c'est-à-dire qu'il n'y a aucun lien entre le sexe et le fait de fumer)?
- b. Le pourcentage de fumeurs parmi les étudiants est le double de ce qu'il est parmi les étudiantes (c'est-à-dire que la probabilité d'être fumeur est deux fois plus forte pour un étudiant que pour une étudiante)?

7. Pour être recruté comme militaire, il faut subir un test de dépistage des toxicomanies. Sur un groupe de 25 candidats, il y en a un dont le test est positif. L'intéressé prétend ne jamais s'être drogué. On sait qu'il a été établi empiriquement que le matériel utilisé par le laboratoire est capable de détecter les substances interdites dans 99 % des cas où elles sont présentes. D'autre part, le fabricant reconnaît que dans 5 % des cas, l'appareil détecte par erreur des substances qui ne sont pas présentes dans l'échantillon analysé. On sait enfin qu'au moins 90 % des recrues des forces armées n'ont jamais utilisé de drogues. Que peut-on dire, si on peut dire quelque chose, des dénégations du candidat?

8. Le tableau ci-après donne le nombre d'élèves jugés « excellents » (ayant reçu la note maximum à l'examen) et le nombre de ceux jugés « médiocres » (ayant eu la moyenne ou une note inférieure à la moyenne) par trois professeurs,  $M^{\text{mes}}$  X, Y et Z, qui ont corrigé la même épreuve.

Testez l'hypothèse selon laquelle le nombre d'élèves « médiocres » est le même pour chacun des trois professeurs (indication : testez l'hypothèse selon laquelle le fait d'être jugé « excellent » ou « médiocre » est indépendant du professeur par lequel on a été noté).

	M <sup>me</sup> X	M <sup>me</sup> Y	M <sup>me</sup> Z	Total
Excellent	50	47	56	153
Médiocre	5	14	8	27
<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>61</b>	<b>64</b>	<b>180</b>

9. Sur les 50 passagers d'un autobus,  $1/5$  est contre l'interdiction de fumer à bord. Si on choisit au hasard 15 de ces passagers, sans remplacement, a) quelle est la probabilité d'en choisir exactement 5 qui sont contre l'interdiction? b) quelle est l'espérance mathématique du nombre de passagers de cet échantillon qui sont contre l'interdiction?

### Sujets à étudier

Les lectures conseillées sont par exemple des manuels de base de statistique sur les domaines suivants :

- théorie des probabilités
- statistique descriptive
- statistique déductive
- statistiques économiques
- statistiques démographiques et sociales

## EXEMPLES DE CONCOURS

### ÉPREUVE GÉNÉRALE

#### Résumé

Résumez le texte ci-après en utilisant vos propres mots. Le texte doit être réduit à environ un tiers de sa longueur originale et le résumé devrait compter entre 200 et 300 mots. Des points seront décomptés si vous ne respectez pas ces instructions.

#### Texte

Écologie et économie devraient aller de pair. Après tout, ces deux mots partagent une même racine grecque, « éco », qui désigne la maison, et tant les écologistes que les économistes prétendent avoir pour but ultime le bien-être de l'humanité. Or cela n'empêche pas qu'ils se retrouvent souvent dans des camps opposés. Pour les économistes, le monde semble aller de mieux en mieux. Pour de nombreux écologistes, il semble aller de mal en pis. Ces écologistes ont réuni en une sorte de sainte trinité trois grandes peurs pour l'environnement : l'épuisement des richesses naturelles; l'accroissement sans fin de la population de la planète et la pénurie alimentaire qui s'ensuivrait; et la pollution croissante de l'air et de l'eau. Les activités humaines font violence à la Terre, dans un processus qui risque d'être suicidaire pour l'humanité. Le problème, c'est que cette trinité est démentie par les données dont nous disposons. La première génération du mouvement écologiste craignait que les ressources minérales dont dépend l'industrie ne s'épuisent. Certes, il y a une limite au volume de combustibles fossiles et de minerais métalliques que l'on pourra extraire de la Terre. La masse de la planète, après tout, n'est pas infinie. Mais cette limite est beaucoup plus lointaine que beaucoup d'écologistes ne voudraient le faire croire. Les réserves de richesses naturelles doivent être prospectées, et leur prospection coûte cher. C'est cela, et non leur rareté, qui constitue la principale limite à leur extraction. Cela dit, les réserves connues de tous les combustibles fossiles et de la plupart des principaux métaux du marché sont aujourd'hui plus importantes qu'on ne le croyait. Dans le cas du pétrole, par exemple, les réserves susceptibles d'être exploitées à un coût raisonnablement concurrentiel sont suffisantes pour alimenter l'économie mondiale pendant environ 150 ans aux taux de consommation actuels. Si vous ajoutez à cela que le prix de l'énergie solaire a diminué de moitié tous les dix ans depuis les trente dernières années et semble devoir maintenir ce rythme dans l'avenir, les pénuries d'énergie ne vous paraîtront plus présenter une menace sérieuse ni pour l'économie ni pour l'environnement. L'explosion démographique se révèle elle aussi un épouvantail. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Thomas Malthus prétendait que si l'on n'y mettait pas un frein, la population humaine connaîtrait une croissance exponentielle, alors que la production alimentaire ne pouvait croître que de façon linéaire par la mise en culture de nouvelles terres. Il se trompait. Il est apparu en effet que la croissance démographique a un frein interne : lorsque le niveau de vie et la santé générale d'une population s'améliorent, les familles deviennent moins nombreuses. En fait, le taux de croissance de la population de la planète a atteint son sommet – plus de 2% par an – au début des années 1960. Il a constamment baissé depuis. Il est aujourd'hui de 1,26% et devrait descendre à 0,46% en 2050. Les Nations Unies prévoient que la croissance démographique mondiale atteindra pour l'essentiel son terme en 2100 et que la population se stabilisera à un peu moins de 11 milliards de personnes. S'agissant de la menace que représente la pollution, elle est réelle, certes, mais on l'exagère. De nombreuses études ont fait apparaître que la pollution atmosphérique diminue lorsqu'une société devient suffisamment riche pour se préoccuper de l'environnement. À Londres – qui est la ville pour laquelle on dispose des données les plus sûres --, la pollution atmosphérique a atteint son maximum en 1890. L'air y est aujourd'hui moins pollué qu'il ne l'a été depuis 1585. Il existe de bonnes raisons de croire que cela vaut pour l'ensemble des pays développés. Et même si la pollution atmosphérique augmente dans de nombreux pays en développement, ces pays ne font que reproduire le développement par lequel sont déjà passés les pays industrialisés. Lorsqu'ils seront devenus suffisamment riches, ils commenceront eux aussi à réduire leur pollution atmosphérique. Tout cela va à l'encontre de notre trinité. Pourtant, les sondages d'opinion montrent que beaucoup de gens, au moins dans les pays riches, sont convaincus que les normes environnementales se dégradent. Les crédits pour la recherche sont attribués principalement aux secteurs les plus problématiques. C'est peut-être de bonne politique, mais cette politique crée l'impression qu'il y a beaucoup plus de problèmes potentiels qu'il n'y en a effectivement. L'attitude des médias est elle aussi un facteur de distorsion. Le public est manifestement plus avide de mauvaises nouvelles que de bonnes nouvelles, et les journaux, la radio et la télévision sont là pour répondre à cette demande. Mais cela risque d'entraîner des distorsions importantes dans la perception que le public a de la situation. Si l'on veut que l'humanité prenne les meilleures décisions possibles pour l'avenir, il faudra absolument remplacer la trinité par les faits.